

ASS/FG/II/MG

2023-115

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 29 AOÛT 2023

<u>OBJET : DÉSIGNATION DU RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE DE L'ÉLU LOCAL – ANNEXE</u>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 29	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 23 août 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-neuf août à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Arnaud BÉATRICE, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Sylvie FUMET, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN (à partir de 20h35)

Avaient donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Virginie JULIAN à Mme Bérengère LÉCÉA

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mireille SANTINI

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230829-2023-115-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/09/2023

Publication : 06/09/2023

Pour le Maire



Vu la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat ;

Vu l'article 218 de la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu l'article L. 1111-1-1 du Code Général des Collectivités Locales ;

Vu les articles R. 1111-1-A et R. 1111-1-B du Code Général des Collectivités Locales ;

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local ;

La charte de l' élu local prévue par l'article L. 1111-1-1 du CGCT, définit l'ensemble des principes déontologiques applicables aux élus locaux dans l'exercice de leur mandat. Afin d'accompagner les élus dans l'application de cette charte, l'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 prévoit que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l' élu local.

Les modalités et les critères de désignation des référents déontologues sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 :

-Le référent déontologue est désigné par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement.

-Le décret prévoit que la fonction de référent déontologue peut être exercée soit par :

-Une ou plusieurs personnes n'exerçant, au sein de la collectivité auprès de laquelle elles sont désignées, aucun mandat d' élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de la collectivité et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêts.

-Un collège, composé de personnes répondant aux mêmes conditions, qui adopte un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement.

-La durée de l'exercice des fonctions du référent déontologue est fixée à 3 ans à partir de la publication de la présente délibération.

Il est proposé au Conseil municipal de choisir une personne afin d'exercer les fonctions de référent déontologue.

-Les modalités de la saisine du référent déontologue sont les suivantes :

- Il peut être saisi par tout élu de la commune, par voie écrite (lettre ou mail)
- L'objet du courrier doit être : « Saisine du référent déontologue – Lézignan-Corbières – confidentiel
- La demande fait de la part du référent déontologue l'objet d'un accusé de réception, mentionnant la date et rappelant le cadre réglementaire

-Les modalités d'examen de la saisine du référent déontologue sont les suivantes :

- Des précisions peuvent être au besoin demandées par écrit, par téléphone ou visioconférence à l' élu ayant fait une demande

➤ L'étude de la demande de l'élus local est faite par le référent déontologue

-Les avis du référent déontologue sont rendus dans les conditions suivantes : par écrit (courrier ou mail), ou par oral (téléphone ou visioconférence) si l'élus le demande.

-Le référent déontologue sera indemnisé à hauteur de 80 euros par demande (l'indemnité maximale étant fixée à 80 euros par dossier selon l'article 2 de l'arrêté du 6 décembre 2022)

Il est à noter que les éventuels déplacements du référent déontologue qui seraient nécessaires à l'exercice de ses fonctions feraient l'objet d'un remboursement par la commune selon les barèmes applicables aux agents de la fonction publique territoriale.

Afin d'exercer les fonctions de référent déontologue auprès des élus locaux de la commune de Lézignan-Corbières, il est demandé au Conseil municipal :

1/ De désigner : M. Olivier RAYNAUD, ancien déontologue et ancien magistrat, figurant sur la liste des référents déontologues de l'AMF, pour exercer les fonctions de référent déontologue pour les membres du Conseil municipal de la commune de Lézignan-Corbières, selon les modalités détaillées dans la présente délibération.

2/ De fixer la durée de ses fonctions à trois ans à partir de la publication de la présente délibération.

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur
Le Conseil Municipal
À l'unanimité**

Décide :

1/ De désigner : M. Olivier RAYNAUD, ancien déontologue et ancien magistrat, figurant sur la liste des référents déontologues de l'AMF, pour exercer les fonctions de référent déontologue pour les membres du Conseil municipal de la commune de Lézignan-Corbières, selon les modalités détaillées dans la présente délibération.

2/ De fixer la durée de ses fonctions à trois ans à partir de la publication de la présente délibération.

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Mireille SANTINI

